



VIE PRIVÉE En marge du sommet sur les cyberrisques, à Zurich, Google dit stopper «une grande partie» des programmes qui lui sont proposés.

«C'est aux usagers de décider»



Úlfar Erlingsson, chercheur chez Google, estime que les gens sont bien informés de la sécurité sur internet. SP

ZÜRICH
ARIANE GIGON

La collecte des données sur internet n'est pas seulement un danger pour les usagers et surtout leur vie privée, mais aussi une chance: celle, précisément, de détecter les risques et les attaques. Invité lundi au sommet sur les cyberrisques de l'Ecole polytechnique fédérale (EPF) de Zurich, Úlfar Erlingsson, chercheur chez Google, à Mountain View, en Californie, estime que les utilisateurs d'internet savent «mettre en balance les risques et les avantages».*

D'où vient votre optimisme sur le contrôle de nos données?

Úlfar Erlingsson: Avant internet, de nombreuses données nous concernant étaient présentes dans le monde extérieur, par exemple dans des organisations gouvernementales ou non, et nous n'avions aucun moyen de les contrôler. Aujourd'hui, il y a énormément de données sur nous à l'extérieur, en ligne, mais nous pouvons les contrôler. J'ai commencé à travailler sur la pro-

tection de la sphère privée dans les années 1990. Cela n'intéressait personne, à l'époque. L'Union européenne a fait œuvre de pionnière avec ses directives sur la protection des données de 1995.

Mais pour avoir une vie privée, il faut que les ordinateurs soient sûrs. Vous avez expliqué, dans votre exposé, que certains programmes espionnent leurs usagers malgré eux.



Certaines publicités liées à des applis des téléphones portables peuvent être agressives et collecter des informations à leur insu. Chez Google, nous avons des programmes qui filtrent les plus agressifs. Mais cela dépend aussi de ce que les personnes sont prêtes à payer pour leur software. Si les usagers sont heureux qu'une appli affiche de la publicité liée à l'endroit où ils sont, ce qui est très courant, personne ne va les en empêcher. Google essaye par contre d'expliquer très clairement aux usagers ce qui est en train d'arriver.

Mais pour beaucoup de gens, Google exerce un trop grand contrôle sur leurs activités informatiques. Grossièrement dit, le méchant, c'est vous...

Si Google voulait vraiment contrôler ce que les gens voient et font, il serait moins populaire. Nos contrôles visent à améliorer la qualité. Il y a quelques années,

nous avons fait de gros efforts pour éliminer des contenus de basse qualité, qui étaient la plupart du temps volés ou copiés. Quant au droit à être oublié, il est imposé par le monde extérieur, et nous devons nous y conformer.

Vous refusez pourtant de mettre certains programmes en vente. Quels sont les critères permettant de choisir ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas?

Si certaines applis restent dans une zone grise, nous ne choisissons pas à la place des usagers. Mais s'il est clair qu'il y a violation, par exemple une calculette qui enregistre vos conversations, nous censurons. Il est très facile de créer de mauvaises choses et d'essayer de les vendre. Nous refusons une grande partie des programmes que des personnes pas toujours bien intentionnées essayent de placer sur le marché. Je ne peux pas dire combien, mais

c'est un nombre étonnamment grand.

N'y a-t-il pas un fossé entre les connaissances de spécialistes comme vous et celles du grand public, concernant la sécurité?

Je crois que les gens sont bien informés. Ils savent mettre en balance ce qu'ils risquent, par exemple avec une appli qui ajoute des couleurs ou des chapeaux sur des photos, et les dangers que peut revêtir le fait de dévoiler des informations en arrière-plan des photos. Il n'y a rien de mal à cela aussi longtemps que les compagnies sont transparentes sur les produits qu'elles proposent. Je crois que l'appétit pour le risque est très différent d'une personne à l'autre. Ce qui est inacceptable pour moi ne l'est pas pour vous.

**L'interview a été réalisée avant la publication de la sanction décidée par la Commission européenne contre Google.*

L'EPFZ teste un «studio» à New York

Depuis la fin de l'année dernière, l'EPFZ occupe un «studio» à New York. «C'est un projet pilote», explique Jürg Brunnschweiler, directeur des affaires internationales de la Haute Ecole. «Notre présence, qui n'est pas liée à la location de locaux, consiste à répondre à des défis, dans le domaine de la digitalisation, que peuvent nous lancer des entreprises. Nous désignons des étudiants, depuis le niveau bachelor, pour tenter d'y répondre. Trois personnes ont participé au programme jusqu'ici.»

New York, destination importante

Il s'agit, ajoute le responsable, «de les sortir de leur zone de confort pour les confronter au monde réel». Les entreprises «demandeuses» se chargent des frais. Le projet pilote dure jusqu'à fin

2018. S'il est jugé positif, d'autres «studios» pourraient voir le jour, avec un thème prioritaire. A New York, il s'agit de sécurité, en lien avec le Zurich Information Security & Privacy Center, fondé il y a quinze ans, qui a organisé le colloque sur les cyberrisques lundi dernier (voir ci-dessus). Le centre collabore avec l'Université Cornell de New York. «New York est devenue une destination très intéressante dans le domaine de la sécurité informatique», précise encore Jürg Brunnschweiler. «Il est important pour nous d'y avoir un pied.»

La haute école compte d'autres «décrochages», en Suisse (à Bâle ou Lugano, par exemple) ou à l'étranger. Ouvert en 2010, le Centre for Global Environmental Sustainability de Singapour occupe quelque 150 chercheurs.